

LA SPIRALE INFERNALE DE LA DETTE PUBLIQUE

Un tabou est en train de sauter : la restructuration de la dette grecque est désormais évoquée publiquement par certains responsables politiques, alors qu'elle était qualifiée d'absolument inenvisageable il y a un an, lorsque les Etats européens élaboraient leur plan de soutien à Athènes. Le remède était-il pire que le mal ? En imposant aux Grecs, en contrepartie des dizaines de milliards d'euros débloqués, un plan draconien de redressement des finances publiques, l'Union européenne et le FMI n'ont-ils pas plongé le pays dans la spirale infernale de la récession ?

Les faits sont là, accablants : alors que le gouvernement de M. PAPANDREOU vient d'annoncer une nouvelle série de mesures d'austérité visant à économiser 23 milliards d'euros (preuve que les précédents n'ont pas suffi...), la perspective du retour à l'équilibre budgétaire semble s'éloigner de jour en jour. On estime en effet qu'il faudrait à la Grèce une croissance économique de 10 % par an pour apurer ses comptes, or chacun sait que rigueur et croissance ne font pas bon ménage...

Certaines voix commencent donc à s'élever pour affirmer qu'une restructuration de la dette, en plus d'être inévitable, serait probablement moins catastrophique que la lente agonie actuelle...

Un avis que ne partagent évidemment pas les autorités grecques ni celles de la Banque Centrale Européenne, qui veulent avant tout limiter l'impact désastreux d'une telle perspective sur les marchés financiers. Il est vrai que les conséquences d'un tel cataclysme seraient incalculables, tant pour les banques grecques, qui en seraient les premières victimes (en tant que principales détentrices de la dette de leur pays), que pour la zone euro dans son ensemble.

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct
Chambre d'Agriculture d'Auvergne